

8 & 9
décembre 2011
Musée du
quai Branly

Actes
du
colloque

« Gouvernance et Responsabilité »

PROPOSITIONS POUR UN DÉVELOPPEMENT
HUMAIN ET SOLIDAIRE



Actes
du
colloque

« Gouvernance et Responsabilité »

PROPOSITIONS POUR UN DÉVELOPPEMENT
HUMAIN ET SOLIDAIRE

**Le colloque international
« Gouvernance et responsabilité »**
organisé par le CCFD-Terre Solidaire
a eu lieu les 8 et 9 décembre 2011.

Il est venu clore une année riche
en émotions et en manifestations pour
le CCFD-Terre Solidaire : celle de nos 50 ans.

Fêter nos 50 ans
pendant toute cette année 2011,
cela n'a pas seulement consisté à nous tourner vers
le passé et à célébrer le parcours accompli, mais
aussi, et avant tout,
à regarder vers l'avenir.

**L'intégralité
des tables rondes
est disponible en vidéo
sur le site Internet
du CCFD-Terre Solidaire,
www.ccfid-terresolidaire.org**

SOMMAIRE

- 4 **Introduction** par Bernard Pinaud,
délégué général du CCFD-Terre Solidaire
- 6 **Table ronde 1 :**
VERS UNE ÉCONOMIE AU PROFIT DES HOMMES
- 12 **Table ronde 2 :**
**GOVERNANCE : VERS UN RÔLE NOUVEAU DES ACTEURS,
DES TERRITOIRES ET DES ÉTATS-NATIONS**
- 18 **Table ronde 3 :**
**CONTRIBUER À L'ÉPANOUISSEMENT DE L'HUMANITÉ,
DE LA PERSONNE**
- 24 **Clôture** par Guy Aurenche,
président du CCFD-Terre Solidaire
- 28 Tableaux synthétiques des propositions
émises par les intervenants
- 34 Extratis des textes introductifs
- 38 Les chercheurs associés au colloque
- 40 Bibliographie
- 41 Ils nous ont soutenus pour ce colloque
- 43 Les partenaires du Sud du CCFD-Terre Solidaire
engagées sur ces thématiques
- 48 Le CCFD-Terre Solidaire,
première ONG de développement

Ont participé à l'élaboration de ce document : Alexandra Papadopoulo, Jean-Baptiste Cousin, Anne-Sophie Delecroix, Philippe Mayol, Pascale Quivy, Vincent Brossel, Béatrice Mamdy. **Fabrication :** CCFD-Terre Solidaire, Emmanuel Cauchois, Kouté Gnoyéyé 4, rue Jean-Lantier - 75001 Paris - Tél. 01 44 82 80 00 **Crédits photos :** © CCFD-Terre Solidaire, page 14 : © DFID **Maquette :** Entrez-sans-Frapper, Paris **Impression :** Oudin, Poitiers **Dépôt légal :** février 2012 **Référence :** 1070112



Ce papier est labellisé PEFC. Le bois dont il est issu provient de forêts dont la gestion durable permet la poursuite des activités économiques dans des conditions qui assurent la pérennité de l'écosystème forestier et qui tiennent compte des besoins actuels et futurs de la société. Nous sommes tous respectueux de notre planète. Faire le choix d'imprimeurs Imprim'Vert, c'est l'assurance d'une bonne gestion des déchets et du contrôle rigoureux des impacts environnementaux.

« PENSER LE CHANGEMENT »

Bernard Pinaud



Le CCFD-Terre Solidaire s'est engagé avec ce colloque, dans un **travail de réflexion prospective** pour mieux être au rendez-vous des enjeux de demain. Il nous faut revisiter le concept même de développement ; il nous faut définir des pistes pour relever les défis d'aujourd'hui et de demain tant au Sud qu'au Nord ; il nous faut trouver des solutions aux crises financière, économique, sociale, environnementale, alimentaire et morale d'un système en bout de course. Pour reprendre la contrepèterie de Francis Blanche : « *Il vaut mieux penser le changement plutôt que changer le pansement* ».

Et cela, nous ne pouvons le faire seuls ! Ce n'est qu'ensemble, décideurs, chercheurs, militants, partenaires, dans l'écoute des uns et des autres, le débat et la confrontation d'idées, que des propositions réellement novatrices peuvent germer.

En rassemblant tous ces acteurs, et plus de vingt nationalités, ce colloque a permis de **faire émerger des propositions novatrices et audacieuses pour un développement humain et solidaire**.

Ces propositions, que nous avons souhaité rassembler dans ces actes synthétiques et dynamiques, concernent 3 thématiques centrales abordées par les invités de nos tables rondes et introduites respectivement par **des textes de Xavier Ricard, Catherine Gaudard et Guy Aurenche pour le CCFD-Terre Solidaire**.

1.L'économie

Dans ce monde où prédomine le capitalisme « actionnarial » et où la finance a pris le pas sur l'économie réelle, peut-on aller vers une économie au service de l'Homme ?

Si oui, comment ? Quelle transition possible vers cette « autre économie » ?

L'économie sociale et solidaire peut-elle être une alternative globale ?

2.La gouvernance

La gouvernance mondiale, de toute évidence, ne fonctionne pas bien en l'état pour réguler la mondialisation dans sa phase néolibérale. C'est en particulier vrai de la régulation de l'économie et du financier.

Une gouvernance pour une Terre solidaire est-elle possible ? Si oui, comment ? Quelle place pour les territoires, du local à l'État-Nation, aux grandes régions et au mondial ? Quelle articulation entre ces niveaux ? Quelle place pour les sociétés civiles ?

3.La personne et sa responsabilité

Face à ces enjeux, chaque personne est-elle responsable et peut-elle devenir actrice de changement ? L'Homme, individu singulier ou membre du collectif Humanité ? Quelle place aux convictions dans ce processus ?

Pour construire cet autre monde, il faudra actionner ces différents leviers :

- celui de l'économie, bien sûr ; sans lequel le développement n'est pas possible,
- celui de la gouvernance, et donc du politique, qui reste premier,
- celui de la responsabilité de chaque personne et de l'action citoyenne.

Il nous faudra aussi, et surtout, **partager l'espérance et l'énergie** qu'ont témoignées tous les participants de ce colloque à travers ces deux jours de débats riches et constructifs : « **Un autre monde est possible** ».

C'est à cet enjeu que veut s'atteler le CCFD-Terre Solidaire dans les années à venir !

Bonne lecture à tous

Ces « actes » sous forme de « propositions » sont adressés à l'ensemble des invités au colloque, représentants d'institutions nationales et internationales, représentants d'ONG, décideurs, politiques, journalistes, universitaires...

Bernard Pinaud

DÉLÉGUÉ GÉNÉRAL DU CCFD-TERRA SOLIDAIRE

VERS UNE ÉCONOMIE AU PROFIT DES HOMMES

Crise, krach boursier, inégalités croissantes des revenus et de la répartition de la richesse... Il faut en finir avec les « pansements » et les déclarations d'intentions ! Face aux dérives d'un capitalisme « actionnarial », est-il encore possible de réinventer une économie au service de l'Homme ? De répondre aux aspirations de 7 milliards d'êtres humains, tout en respectant des écosystèmes fragilisés par une exploitation forcenée des ressources de la planète ? Les propositions formulées par les intervenants – `chef d'entreprise, président de banque, économistes – de la première table ronde du colloque, sont autant de convictions pour l'avenir.

1 > L'économie de l'avenir sera plurielle ou ne sera pas !

Comme l'a réaffirmé le sociologue Jean-Louis Laville, la question centrale des inégalités ne pourra être réglée ni par la moralisation du capitalisme ni par quelques initiatives de social business. Il s'agit bien de repenser radicalement

En 2011,
270 jours
auront suffi pour
consommer les
ressources de la
planète

(SOURCE : GLOBAL FOOTPRINT
NETWORK)

la finalité de l'activité économique et de concevoir **des modèles nouveaux, orientés vers la personne.**

La société civile n'a d'ailleurs pas attendu que les réponses viennent des gouvernements, c'est son dynamisme aujourd'hui qui montre la voie. **Les initiatives de nos partenaires et des populations** témoignent chaque jour du dynamisme



« Nous avons besoin d'une croissance fondamentalement différente (...) qui invite également à une forme d'empathie envers les générations futures. »

Philippe Maystadt,
PRÉSIDENT DE LA BANQUE EUROPÉENNE
D'INVESTISSEMENT (BEI)

et de l'efficacité de solutions testées à petite échelle pour répondre localement à leurs besoins. Ces initiatives permettent, petit à petit, à la collectivité de se réapproprier une économie « confisquée » par les excès du capitalisme. Et elles influencent également les gouvernements, comme le montre l'exemple de certains pays d'Amérique latine qui ont inscrit le **bien-être collectif et la reconnaissance de l'économie plurielle** dans leur constitution ou encore celui du Brésil, qui a inventé une procédure de coopération entre pouvoirs publics et société civile. Face à la dictature des marchés, **ces nouvelles alliances États/sociétés civiles** donnent des résultats concrets au niveau local et régional et sont autant de raisons d'espérer.

L'économie sociale et solidaire a toute sa place dans ces nouveaux modèles,

et elle doit être valorisée et soutenue. En s'inscrivant durablement dans le paysage économique, en apportant sa contribution au développement des territoires, elle repose sur le choix de la pérennité, essentiel face au défi de l'épuisement des ressources terrestres. À condition que les pouvoirs publics **la prennent au sérieux** et qu'elle ne devienne pas « l'assistante sociale » d'une économie par ailleurs destructrice des valeurs d'humanité. Cela impliquera, comme le souligne l'économiste ivoirien Patrick Ngouan, de **faire pression sur les hommes politiques** pour qu'ils encouragent les entreprises qui mettent le social au cœur de leur activité.

2 > En finir avec la spéculation, l'heure est à la régulation

La main invisible n'existe pas, pas plus que la rationalité des marchés. L'idée que les inégalités sont souhaitables pour le dynamisme de l'économie a

fait long feu, le FMI lui-même le constate. Chômage, pauvreté, famines montrent aujourd'hui que la course aux profits et la spéculation à outrance ne font qu'aggraver les inégalités entre les populations. La société de marché est en train de devenir invivable et a besoin aujourd'hui de **retrouver des régulations politiques**.

« Il faut sortir de la dualité stérile État/marché. Une économie plurielle, une économie qui fasse de la place à tout le monde, doit reposer sur un secteur public, un secteur privé mais aussi sur l'économie sociale et solidaire, sur une économie de la société civile. »

Jean-Louis Laville,
SOCIOLOGUE ET ÉCONOMISTE, PROFESSEUR
AU CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET
MÉTIERS (CNAM)



Avec une urgence : rapprocher économies réelles et financières. **Aucun marché, aucun acteur économique, aucun produit ne doit pouvoir échapper à cette régulation.**

Les banques en premier lieu. Pour Patrick Ngouan comme pour Philippe Maystadt, le retour à la **séparation des banques** aux fonctions spéculatives et des banques « traditionnelles » est indispensable. **Une taxation des transactions financières internationales** serait également une réponse aux dérives spéculatives, à condition qu'il y ait une véritable volonté politique pour la mettre en place au niveau international comme le souligne la chercheuse péruvienne Oriana Suarez.

Certains dispositifs devront être développés et mieux encadrés, tels que la finance carbone, aussitôt inventée aussitôt dévoyée par les spéculateurs. **Les outils de mesure de la croissance et notamment le PIB doivent également être modifiés**, comme le suggérait le rapport Stiglitz.

Philippe Maystadt défend **une réforme de la comptabilité des entreprises** pour les dissuader de dilapider les ressources naturelles **en faisant figurer au bilan des entreprises leur passif social et environnemental**. Jusqu'à pouvoir justifier leur mise en faillite si ce passif devient trop élevé...

Cette transition vers une plus forte régulation nécessitera une supervision de la régulation financière au

niveau supranational et à terme **une gouvernance mondiale** qui prendra sans doute plusieurs décennies. Dans tous les cas, c'est la volonté politique qui fait toute la différence, comme le montre l'exemple de l'Amérique latine.

3 > Produire mieux, produire humain



« Nous sommes dans un monde qui commence à comprendre sa finitude (...). Le modèle capitaliste, lui, ne connaît aucune limite dans la recherche de la croissance. (...) Il va pourtant être essentiel de penser cette finitude. Et de savoir comment gouverner des ressources qui sont limitées. Cela implique la mise en place d'une gouvernance planétaire et une indispensable auto-gouvernance des acteurs économiques. »

Emmanuel Faber,
DIRECTEUR GÉNÉRAL DÉLÉGUÉ DE DANONE

Qu'est-ce alors qu'une croissance durable ? **Une croissance faite de choix politiques.** Faisons croître l'efficacité énergétique, l'agriculture locale, les énergies renouvelables, les services à la personne... et décroître l'industrialisation de l'alimentation, la production des objets jetables, le trafic automobile ou encore le recours aux intermédiaires, suggère Philippe Maystadt.

Repensons les modes de production pour les rendre plus soutenables pour les hommes et économes vis-à-vis des ressources limitées de la planète. À l'avenir, tout démarrage d'activité devrait se faire en analysant localement non seulement les ressources disponibles nécessaires mais aussi son impact sur les écosystèmes. Au Nord, il s'agit de réduire massivement l'empreinte écologique par habitant et de **relocaliser** l'activité économique. Les consommateurs eux-mêmes sont de plus en plus sensibles à cette démarche. Au Sud, mettons fin à une spécialisation qui fragilise les économies et les sociétés pour **les relocaliser et les diversifier !**

L'**agriculture**, familiale en particulier, est aujourd'hui dévalorisée, fragilisée. Elle a pourtant un rôle fondamental et **un incroyable potentiel** dans cette vision alternative du développement ! Notam-

ment parce que comme le rappelle Emmanuel Faber, il va falloir réinventer l'alimentation. 75 % des besoins de l'humanité sont désormais remplis par une quinzaine d'espèces de plantes. Cette uniformisation fragilise considérablement notre capacité à assurer les besoins alimentaires de l'humanité. Les grands groupes agro-alimentaires eux-mêmes doivent urgemment **se poser la question de la pérennité des modèles agricoles** en amont de leur chaîne de transformation.

Une économie écologique devra se fonder sur la solidarité entre les pays mais aussi entre les générations, comme l'explique Xavier Ricard du CCFD-Terre Solidaire, dans son texte « Une utopie réaliste ». Pour être efficace, la gestion des ressources de la planète nécessitera elle aussi **une concertation et une gouvernance mondiale**, comme le souligne Patrick Ngouan. Et cette concertation devra prendre en compte le seul véritable moteur de l'histoire : **la satisfaction des besoins humains.**

GOVERNANCE : VERS UN RÔLE NOUVEAU DES ACTEURS, DES TERRITOIRES ET DES ÉTATS- NATIONS

Il y a urgence ! L'utopie originelle des Nations unies de construire une gouvernance au service du bien commun s'est perdue. Affaiblie par une logique de « clubs » de nations, elle a fini par oublier le dialogue au profit d'une réponse unique, celle du néolibéralisme. Les crises politiques, humanitaires, alimentaires, écologiques se multiplient et nous obligent à repenser la gouvernance mondiale. Comment articuler territoires, États et échelon mondial ? Avec quel projet de société ?

1 > Le pouvoir politique doit reprendre la main sur l'économie

Influence des agences de notation, plans d'austérité imposés aux populations pour pallier aux folies des marchés financiers... La crise actuelle nous donne tous les jours des preuves que la gouvernance des États est aujourd'hui **court-circuitée par les marchés financiers**. D'une certaine manière, dès la création des Nations unies en 1945, le ver était dans le fruit. Les États n'étaient pas prêts à sacrifier leur intérêt national à l'idée du bien commun. On a voulu croire, comme le rappelle Catherine Gaudard du CCFD-Terre Solidaire dans son texte « *Droits humains et territoires,*

Le G20 représente 85 % du commerce mondial, plus de 90 % du produit mondial brut, mais seulement les deux tiers de la population mondiale.

les piliers d'une nouvelle gouvernance mondiale », que nous atteindrions le bien-être et le respect des droits de tous par la seule croissance et le marché. Un consensus toujours largement promu d'ailleurs par la Banque mondiale et le FMI. Certes, **la croissance mondiale a fait un bond exponentiel** avec une multiplication par 7 du PIB mondial en 50 ans. Mais la répartition de cette richesse est

très déséquilibrée, et n'a profité qu'à certains pays et certaines couches de la population. Un modèle ravageur, qui a augmenté les inégalités et laissé un espace considérable au secteur privé.



« Le gouvernement a la responsabilité de prendre soin de son peuple et le peuple a la responsabilité de veiller à ce que le gouvernement agisse comme il le doit. (...) Que l'on appartienne ou non au gouvernement, nous avons tous la responsabilité, en tant que citoyens, en tant qu'êtres humains, de faire en sorte que la communauté dans laquelle nous vivons soit meilleure et plus sûre. »

Aung San Suu Kyi
FEMME POLITIQUE BIRMANE,
PRIX NOBEL DE LA PAIX

Aujourd'hui, les multinationales ont créé leur propre espace économique et politique indépendamment des États, et exploitent les disparités de législations sociales ou environnementales. La souveraineté des États est alors malmenée par les stratégies globales des plus grandes multinationales. L'exemple de l'Amérique latine soumise aux multinationales du secteur minier, évoqué par l'ancien ministre péruvien, José de Echave, est à ce titre particulièrement probant. Il devient urgent d'imposer des règles aux entreprises multinationales, afin qu'elles soient transparentes et responsables sur le plan social, environnemental et fiscal : respect des droits humains, fin du recours aux paradis fiscaux et paiement des impôts pour contribuer au développement des services publics des pays dans lesquels elles sont implantées.

La crise financière actuelle est avant tout une crise démocratique, pour Séverine Bellina, de l'Institut de recherche et débat sur la gouvernance (IRG). Et rétablir un contre-pouvoir démocratique face à ces dérives implique, comme l'explique Aung San Suu Kyi, une double prise de respon-

sabilité. De la part des gouvernements, mais aussi des peuples. Pour être légitime, la gouvernance doit donc être globale, inclusive et représentative. L'exemple de l'Islande, cité par l'économiste Gaël Giraud, est à ce titre remarquable : les décisions politiques volontaristes et radicales face aux faillites bancaires ont été suivies d'un processus participatif de rédaction d'une nouvelle constitution. Pour José de Echave, les sociétés civiles ont un rôle fondamental à jouer dans la réhabilitation

« Il faut inventer des outils, créer des espaces qui permettent (...) de renforcer les interactions entre les personnes, les disciplines, les cultures. »

Séverine Bellina,
DIRECTRICE DE L'INSTITUT DE RECHERCHE ET
DÉBAT SUR LA GOUVERNANCE



de la politique. De fait, les révolutions des pays arabes et dans une moindre mesure – le mouvement des indignés – montrent l'aspiration grandissante des sociétés civiles à une construction plus participative de projet de société.

L'État, lui, doit de nouveau se penser comme défenseur de l'intérêt général. Il doit également créer des espaces de dialogue qui permettent d'associer la société civile aux décisions politiques. Ce dialogue est possible : les Forums sociaux mondiaux ont par exemple déjà réussi à se mettre d'accord sur des propositions alternatives crédibles.

2 > N'oublions pas les territoires !

Effacés face aux États-Nations, affaiblis par la mondialisation, les territoires ont été souvent dévalorisés. Les intervenants tout comme le CCFD-Terre Solidaire et nombre de ses partenaires, voient pourtant venir « la revanche des territoires ». Parce qu'ils sont un échelon idéal d'évaluation du fonctionnement économique, de la gestion des ressources naturelles, du renouveau de la démocratie. Le territoire peut également être un laboratoire pour mettre en place ce que Kamel Jendoubi – qui a présidé à l'organisation des premières élections libres en Tunisie – appelle « des systèmes de gestion pacifique de la diversité ».

Toute la difficulté en réalité est de situer le pouvoir de décision à l'échelon le plus adéquat. Lorsque les décisions peuvent être prises au niveau local, les instances supérieures de l'ordre national ou international ne devraient pas y intervenir. Il reste un long chemin à parcourir, car malgré les politiques volontaristes de décentralisation, la gouvernance mondiale néolibérale impose toujours ses choix à la gouvernance locale. Et

d'ailleurs plusieurs structures régionales se sont elles aussi construites sur une intégration économique, au détriment d'un projet politique, l'Europe en tête.

Pour Séverine Bellina, on peut insuffler le local au niveau national et international **grâce à Internet et au numérique au sens large**. Internet peut aider à mettre en place des réseaux de gouvernance plus transparents, participatifs, transversaux et horizontaux sans « techniciser » l'articulation entre territoires, États et échelon mondial.

Inversons le paradigme habituel : faisons **reposer la gouvernance mondiale sur l'échelon local** et la notion de proximité. Et laissons aux citoyens l'opportunité d'agir à leur échelle sur des problématiques qui les concernent, par l'échange d'expériences en réseau et la mise en œuvre de leurs propres solutions au niveau local.

3 > Réformer d'urgence les institutions de la gouvernance mondiale

I est crucial de réformer les institutions mondiales. Les gouvernements représentant les nations ne doivent plus être les seuls acteurs légitimes à décider dans la gouvernance mondiale : elle doit donner toute leur place **aux représentants des territoires et aux représentants organisés des sociétés civiles**, et pas seulement à ceux du secteur privé à but lucratif.

Il faut que les Nations unies travaillent à de nouveaux **indicateurs de « bonne gouvernance »**, incluant à la fois les enjeux de démocratie, de justice sociale, de partage des richesses et de gestion durable des ressources naturelles, en renforçant notamment la dimension territoriale de cette gouvernance.

Comme le rappelle Aung San Suu Kyi, la principale préoccupation d'un gouvernement devrait être de



garantir que sa population soit à l'abri de la faim et que le pays soit en mesure d'avancer dans la bonne direction. Sur le plan de **la gouvernance alimentaire mondiale**, le Conseil de la Sécurité alimentaire de la FAO est un bon exemple d'espace unique de coordination des actions touchant aux politiques agricoles et alimentaires sans dépendre de la Banque mondiale.

« Vouloir rassurer les marchés financiers, c'est la tâche de Sisyphe. On en aura jamais terminé de rassurer les marchés financiers. Ce qu'il faut faire, c'est régler les marchés financiers pour mettre la finance au service de la société et non pas le contraire. Ce que nous faisons aujourd'hui, c'est mettre la totalité de notre économie au service de la finance. »

Gaël Giraud,
ÉCONOMISTE

La question de la dette, qui gangrène la gouvernance mondiale et la vie des populations du Sud, doit être mise à l'agenda. La définition **d'un droit international de la dette**, en concertation avec tous les acteurs concernés (créanciers et débiteurs, publics et privés, institutions internationales, experts, société civile et secteur privé) serait un progrès majeur.

L'adoption d'une fiscalité internationale enfin, est devenue un enjeu urgent : le juste partage des richesses repose sur **l'adoption d'une fiscalité internationale dont personne ne soit exempté** (taxe sur les transactions financières et sur les nuisances environnementales).

CONTRIBUER À L'ÉPANOUIS- SEMENT DE L'HUMANITÉ, DE LA PERSONNE

La mondialisation se déroule dans un vide spirituel. Et l'Homme dans tout ça ? Confronté à une crise multiple, qui le touche dans ses rapports avec les autres, avec la nature, et dans son essence même, est-il en train de se perdre ou de se trouver ? Qui est cet homme épanoui que nous cherchons à travers nos démarches en faveur du développement ?

1 > La crise, une chance pour réinventer le lien !

Compétition, prédation : la pensée néolibérale a façonné – et abîmé – les relations humaines. L'Homme a appris à ne plus se soucier que de son intérêt propre. En parallèle, le politique a progressivement été dominé par la sphère économique et la société dans son ensemble se retrouve confrontée à un déficit de valeurs. Quelle croissance, quel développement voulons-nous aujourd'hui pour la société ? Voulons-nous « *grossir en obésité ou grandir en humanité* ? » selon la formule de Patrick Viveret citée par Guy Aurenche, président du CCFD-Terre Solidaire. Menacée par la

**Sur la planète,
27 millions
de personnes
(enfants ou
travailleurs sous-
payés) travaillent
sous la contrainte.**

SLAVERY FOOTPRINT

crise économique, la raréfaction des ressources naturelles, l'humanité commence à entrevoir sa disparition potentielle. L'occasion, la chance, comme le dit l'économiste Elena Lasida, de se reposer des questions fondamentales sur les aspirations, sur les liens qui unissent les hommes et maintiennent nos sociétés vivantes.

Cet homme que nous mettons au centre des démarches de développement, qui

est-il ? **Un être plein de paradoxes !** Pour Elena Lasida, c'est même ce qui permet à l'Homme de créer, de se construire. Face à l'avenir, l'homme est quelqu'un qui sait risquer, mais est toujours tenté par la sécurité. Face aux autres, il est capable de relier mais est aussi en recherche d'autosuffisance, de différenciation.



« Nous vivons une crise polymorphe, totale, écologique et économique qui dérive en crise sociale et politique, puis en crise de sens. Mais une crise peut être un lieu de salut, par l'épreuve, pour avoir la volonté de vaincre, l'essentiel étant de se mettre à hauteur d'homme avec un regard sérieux mais attendrissant pour son semblable. »

Ghaleb Bencheikh,
PRÉSIDENT DE LA CONFÉRENCE MONDIALE DES
RELIGIONS POUR LA PAIX

Face à la limite, la perte, la mort, c'est un homme qui est capable d'espérer contre toute espérance, de voir contre toute évidence, de faire de la fragilité une source de richesse.

Bien sûr, au cœur de la question du lien et des échanges, il y a la **question de l'économie**. Pour le philosophe-paysan Pierre Rabhi, nous avons oublié sa finalité : l'économie, l'échange a pour but de simplifier la vie, pourtant aujourd'hui nous sommes aliénés par ce qu'on appelle l'économie en la restreignant au fait financier, en oubliant notamment tous les actes gratuits du quotidien. Ces actes sont autant d'actes politiques. **L'économie sociale et solidaire** est un exemple de voie à développer : elle montre qu'aujourd'hui, à travers les actes économiques quotidiens, on peut aussi faire des choix politiques. Ce n'est pas simplement une manière de satisfaire ses besoins, cela contribue aussi à faire une société plus juste. À travers **l'épargne solidaire**, par exemple, où l'intérêt est partagé, on fait un acte politique. Il y a un échange qui peut véritablement apporter quelque chose à chacun. La richesse ne se pense

plus en termes monétaires.

L'économie sociale et solidaire ne pourra pas devenir un modèle dominant, ni concurrencer frontalement l'économie capitaliste, comme l'explique le chercheur Benjamin Chapas. Mais elle a le mérite de montrer qu'on est **capable de créer une nouvelle économie**, durable et porteuse de vie. Il reste à inventer les moyens de réaliser cela au niveau macroéconomique.

« Lorsque les "petites gens" sont conscients de la difficulté de leur situation, ils sont capables de changer le monde. »

Christina Samy,
FONDATRICE DE L'ASSOCIATION OF RURAL
EDUCATION AND DEVELOPMENT SERVICE (INDE)



Cette question n'est pas sans lien avec celle de la démocratie et de son rôle dans les transformations que ce monde requiert. L'émergence d'**une société civile mondiale** est un des vecteurs de cette mutation. Pour Pierre Rabhi, la politique telle qu'elle se vit aujourd'hui n'offre pas la tribune qui convient pour que les populations s'expriment sur le changement. C'est la société civile, et tous ses acteurs, qui est devenue **un vaste laboratoire de l'énergie rassemblant les artisans du futur**.

2 > À la base de tout : le respect des droits humains

Bien vivre ensemble n'est pas un talent inné de l'Humanité, c'est **une bataille politique**. Avec pour préalable le respect des droits de tous. Ceux **des migrants** par exemple. Que l'on veut « intégrer » avant de les écouter, que l'on a le réflexe d'exclure par peur. Une peur que certains responsables politiques n'hésitent d'ailleurs pas à instrumentaliser. Les phénomènes de migration ont pourtant toujours existé et vont s'amplifier. Il faudra accepter de ne plus se côtoyer, mais apprendre au quotidien le dialogue et l'échange, découvrir que l'expression de l'identité de chacun est aussi un enrichissement.

Les droits des femmes également, sujet sur lequel Christina Samy a témoigné avec beaucoup d'optimisme en partageant son expérience auprès des femmes Dalits du Tamil Nadu. Aujourd'hui, ces femmes mènent le changement, elles veulent aller contre la mondialisation, que l'économie ait un visage humain. Elles se battent pour



« *Rendre le développement durable ne consiste pas tellement à faire durer nos acquis mais plutôt à faire durer notre capacité créatrice.* »

Elena Lasida,
ÉCONOMISTE

leur identité culturelle, pour la justice et pas seulement pour elles-mêmes. Les femmes représentent la moitié de la population mondiale, effectuent les deux tiers du travail accompli dans le monde et ne reçoivent qu'un dixième du revenu mondial. Elles sont majoritairement exclues des centres de pouvoir et de décision, et les lois ou les traditions patriarcales de nombreuses sociétés leur refusent l'accès à la terre, au crédit, à l'héritage. Pourtant, responsables des enfants, des soins, de l'éducation et de l'alimentation de la famille, particulièrement actives dans l'économie informelle, les femmes jouent un rôle essentiel dans l'adaptation des familles aux situations difficiles (pauvreté, conflit...). En les impliquant, en leur permettant de gagner en autonomie, **elles participent volontiers aux changements sociaux pour un monde plus équitable.** D'une manière générale, la reconnaissance **des droits de toutes les personnes marginalisées** est fortement créatrice de cette solidarité, de ce sentiment que nous sommes ensemble, et que nous pouvons construire une société et une économie meilleures.

Le débat sur le **calcul des indices de développement humain** est, pour finir, loin d'être anecdotique. Il reconnaît qu'au-delà des indicateurs économiques, il y a des objectifs chiffrés et valables en ce qui concerne « ce qui est dû à l'homme parce qu'il est un homme ». Comme le résume Guy Aurenche dans son texte « *Qu'est-ce que l'Homme, que tu en prennes souci* », la **dynamique des droits humains** peut aider à ouvrir le débat sur l'homme sujet et objet des démarches de développement. C'est le seul outil permettant actuellement une discussion à une échelle vraiment universelle.

3 > Redonner à l'Homme sa place au cœur de la nature

La terre ne peut produire indéfiniment et la destruction des sols laisse entrevoir une pénurie alimentaire mondiale sans précédent, qui condamne à terme l'humanité. L'humanitaire répare, mais ne remet pas en cause ce qui nous conduit au désastre.

D'un côté la faim, de l'autre la surconsommation, la démarche actuelle est, pour Pierre Rabhi, hautement suicidaire, pour nous et pour les générations futures. L'Europe disposait de la planète entière pour puiser les ressources dont elle avait besoin. Elle a fait reposer sa croissance **sur la combustion énergétique**, en occupant au besoin des territoires entiers. On a donc érigé en modèle de développement, poursuit Pierre Rabhi, un fonctionnement qui n'était absolument pas transposable. Il faut **sortir de cette économie « extractive »** : les pays émergents, s'ils intègrent ce processus, mettent en danger la planète.

Il faut **en finir avec le productivisme et la privatisation des ressources**. Comme le dit bien le sociologue brésilien Candido Grybowski, on produit aujourd'hui pour accumuler, pas pour satisfaire les gens. Cela produit des inégalités et en même temps cela détruit la nature. Il faut **déprivatiser les ressources essentielles** à nos sociétés et au bien commun (la connaissance scientifique, l'eau, le climat...).

La crise écologique globale nous lance un défi historique : il faudra trouver les moyens de mieux **partager les ressources naturelles par la paix et la collaboration**. Ce défi, qui concerne toutes les populations, est un creuset d'apprentissage d'une citoyenneté planétaire.

« AU SERVICE DU BIEN COMMUN... »

Guy Aurenche



À l'issue de ces deux jours de colloque, à l'écoute des très nombreuses propositions faites par nos intervenants et partenaires, je vous dois une confiance : « j'ai entendu le blé lever », pour reprendre une allégorie paysanne.

Voici quelques « épis de blé » qui poussent comme autant de « propositions-engagements », que prend avec vous le CCFD-Terre Solidaire.

1 > Oui nous décidons d'agir pour que nos sociétés s'interrogent sur les finalités de l'activité économique

Il ne s'agit plus de coller quelques rustines sur un néolibéralisme qui a complètement dérapé en se mettant exclusivement au service du rendement maximal et du profit financier maximal. Il s'agit d'une remise en cause des finalités de l'activité économique. Avec et non pas contre les entrepreneurs, avec et non pas contre les décideurs. Il s'agit, sans tricher, de remettre l'Homme, la personne au cœur des finalités économiques.

2 > Oui, nous agissons pour permettre la mise en place de modèles économiques nouveaux

Imaginons ensemble une économie plurielle, orientée sur la personne et son plein épanouissement. L'économie sociale et solidaire y a toute sa place, et elle doit être développée. Nous invitons les pouvoirs publics à la prendre au sérieux et à ne pas s'en servir comme assistante sociale d'une économie par ailleurs destruc-

trice des valeurs d'humanité. Nous nous engageons à demander aux candidats aux prochaines élections en France à inscrire cette exigence en bonne place dans leur programme.

3 > Nous savons que la mise au point de nouveaux modèles économiques exige de nous une grande attention aux phases de transition

Tout ne se fera pas en même temps ! C'est ensemble, avec tous les acteurs socio-économiques que nous évaluerons et participerons aux étapes de ces processus de transition. Qu'est-ce qu'une société postnéolibérale ? Qu'est-ce qu'une économie post-extractive ? Des réflexions sont en cours.

4 > Nous voulons mettre en lumière les enjeux écologiques dans les opérations de développement

Nous sommes confrontés à l'évidente finitude des ressources naturelles. Sans déifier la Nature, nous savons qu'il nous faut réviser totalement les modalités de notre relation avec Elle, avec sa générosité comme avec ses exigences. Et cette révision entraîne, exige, dès aujourd'hui à la fois la remise en cause des finalités de notre activité économique et des changements personnels dans nos manières de vivre.

5 > Nous demandons que le pouvoir politique, à travers la diversité de ses responsables, reprenne la main sur l'économie

Au service de qui les décisions politiques, engagées actuellement pour faire face à la crise, sont-elles prises ? Citoyens, nous souhaitons, avec les responsables politiques reprendre la main sur les activités économiques nationales et mondiales, mais aussi sur les actions des entreprises transnationales qui déploient aujourd'hui leurs activités sans véritable contrôle ni régulation impérative. Des expériences, en Amérique latine notamment, nous montrent que cette reprise

en main politique et citoyenne est non seulement possible, mais qu'elle porte des fruits économiques.

6 > Dans ces processus, nous réaffirmons le rôle de l'État contre sa démission actuelle trop fréquente

Le rôle de l'État, à travers les divers niveaux d'exercice de son autorité, est de rappeler les règles fondamentales que cette société s'est données dans sa constitution, son adhésion à des traités régionaux et mondiaux. Nous croyons que si l'État-Nation conserve son utilité, il n'est plus le seul lieu ni même le lieu le plus opérationnel pour une meilleure gouvernance ou pour la mise en œuvre d'opérations de vrai développement.

7 > Nous invitons la société civile, les responsables politiques, les divers acteurs sociaux et économiques, à développer leurs actions en repérant les territoires adéquats

Nous nous engageons, avec vous partenaires et alliés, à repérer ces territoires, lieux de vie et de développement, et à les faire vivre.

8 > C'est dans cette perspective que nous nous engageons à apporter notre pierre à la mise sur pied de nouveaux lieux de gouvernance aux niveaux local, régional et mondial

Il est urgent de faire fonctionner des mécanismes nouveaux de gouvernance dans lesquels la participation à la décision commune ne dépendra pas du PIB de chaque acteur et où les nouveaux acteurs sociaux auront leur place. De nouveaux lieux de gouvernance où les besoins fondamentaux des hommes et des femmes seront pris en compte.

9 > Nous reconnaissons à travers le monde entier l'émergence de la société civile et nous nous engageons à poursuivre sa consolidation au service de la dignité humaine

Nous nous engageons à :

- renforcer les acteurs-actrices de cette société civile
- contribuer à les mettre en réseau
- les aider à trouver leur juste place
- les inscrire toujours davantage dans notre propre Avenir.

10 > Au terme de cette année de célébration de ses 50 ans, le CCFD-Terre Solidaire est plus que jamais convaincu que la seule question qui vaille est celle de l'avenir de la personne, de sa richesse, de sa complexité, de son mystère et de sa dignité

Le CCFD-Terre Solidaire s'engage à promouvoir la pleine responsabilité de la personne, en ouvrant le débat sur les convictions, les croyances et les opinions diverses. Il nous faut redécouvrir et aider les responsables à redécouvrir que le premier investissement pour toute activité, c'est la confiance en l'être humain, c'est l'émergence toujours inaccomplie de ses capacités d'engagement, d'invention, de don et de gratuité, c'est la mise en condition de chaque personne en appelant à sa responsabilité et en lui permettant d'accéder à ses droits fondamentaux et de remplir pleinement ses devoirs au service du Bien commun.

Pour les 50 années à venir !

Oui chers amis, nous entendons le blé lever.
Ne le laissons pas se dessécher !

Par Guy Aurenche,
PRÉSIDENT DU CCFD-TERRA SOLIDAIRE

	RÉGULATION	ACTEURS ÉCONOMIQUES	MODÈLE ÉCONOMIQUE	RESSOURCES NATURELLES	LE POLITIQUE ET L'ÉCONOMIQUE
Emmanuel Faber, DIRECTEUR GÉNÉRAL DÉLÉGUÉ DU GROUPE DANONE		Il faut sortir de cette idée de la rationalité des acteurs, notamment ceux de la finance.	Avec le social business, où les actionnaires renoncent à leurs dividendes, la valeur est répartie dans l'entreprise.	Il faut réinventer l'alimentation (...) tout en sortant de notre dépendance — à hauteur de 75 % — à une quinzaine de plantes. Il faut orienter la finance carbone vers le financement de projets novateurs et solidaires.	
Jean-Louis Laville, SOCIOLOGUE ET ÉCONOMISTE, PROFESSEUR AU CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET MÉTIERS (CNAM)	Nous avons besoin que les forces de la société civile se regroupent, sur l'exemple de l'Amérique latine, pour imposer des institutions de régulation. Il faut imaginer de nouvelles articulations entre ces institutions, et mettre fin à la coupure entre le social et l'économique.		La société civile et pouvoirs publics peuvent s'allier pour instituer une nouvelle économie plurielle et source d'égalité. Il est urgent de reconnaître la dimension et le rôle économique de la société civile.		Prenons exemple sur l'Amérique latine, notamment le Brésil qui a inventé une procédure de coopération entre pouvoirs publics et société civile ou encore sur des pays latinos qui ont inscrit dans leur Constitution l'objectif collectif du bien-vivre, défini à travers un dialogue inter-culturel et reconnaissance d'une économie plurielle. À travers des initiatives telles que la demande d'audit citoyen de la dette, il faut montrer que l'on peut faire autrement.
Philippe Maystadt, PRÉSIDENT DE LA BANQUE EUROPÉENNE D'INVESTISSEMENT (BEI)	Aucun acteur financier ne doit pouvoir échapper à la régulation. La séparation des fonctions entre banques traditionnelles (épargne, crédit : intermédiation) et banques aux fonctions spéculatives, est nécessaire. Cette séparation est importante pour minimiser les risques et pour contrer l'idée que les banques seront sauvées en dernier recours par l'État.	Nous sommes invités à réformer la comptabilité des entreprises de manière à faire figurer à leur bilan, le passif social et environnemental. Une entreprise pourrait être mise en faillite si ce bilan devient trop élevé.	Le PIB comme outil de mesure de la richesse doit être réformé pour rendre compte des services non rémunérés comme le bénévolat et des externalités négatives telles que la pollution. Nous avons besoin d'une croissance fondamentalement différente, souvent qualifiée de « découplée ».	Il faut des mécanismes pour dissuader les agents de dilapider des ressources indispensables à la survie des générations futures.	
Patrick Ngouan, ÉCONOMISTE ET COORDINATEUR NATIONAL DE LA CONVENTION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE IVOIRIENNE, PARTENAIRE DU CCFD-TERRA SOLIDAIRE	Les pays développés doivent appliquer les recommandations du rapport Stiglitz : au lieu de la spéculation, il faut des réglementations pour rapprocher les économies réelles et financières.	Les acteurs économiques mais également les économistes doivent être humbles et arrêter de croire aux notions d'équilibre et d'optimum, et à l'équilibre promis par le marché.	Attaquons-nous aux irrationalités qui encadrent le système libéral. Par exemple, il faut relancer la lutte contre la course aux armements, et cela permettra de financer le développement.	Les États doivent pouvoir évaluer de façon concertée les ressources de la terre, et engager une négociation entre nous et la nature. Cela ne peut être une décision unilatérale, mais une décision collective.	Au niveau de la société civile, il faut faire pression sur les hommes politiques pour qu'ils puissent adopter des attitudes encourageant les entreprises travaillant dans le domaine social. Dans un pays comme la Côte-d'Ivoire, progressivement, il faut que la société civile trouve des alliés dans l'administration, dans le secteur privé, pour restaurer des règles.

Table ronde 2 : GOUVERNANCE – VERS UN RÔLE NOUVEAU DES ACTEURS, DES TERRITOIRES ET DES ÉTATS-NATIONS

Animée par Julie Gacon, *journaliste*, FRANCE CULTURE

	GOUVERNANCE	RESPONSABILITÉS	L'ÉTAT ET LES CITOYENS	ACTEURS DE CHANGEMENT
Aung San Suu Kyi, FEMME POLITIQUE BIRMANE, PRIX NOBEL DE LA PAIX	La bonne gouvernance est un concept sur lequel nous avons toujours insisté, elle implique responsabilité et transparence, car sans ces dernières un gouvernement ne pourra pas être exemplaire. Or pour qu'il y ait un bon gouvernement, il faut d'abord que ce dernier soit exemplaire. La politique doit traiter des gens et non du pouvoir. Le pouvoir est là pour aider les gens à mieux vivre. Une autre base du pouvoir politique est la sagesse.	Les gens au gouvernement sont responsables de ceux qui n'y sont pas mais la responsabilité des gens est de vérifier que le gouvernement fait bien ce pourquoi il est là. Nous pourrions dire que la sagesse et le sens de la responsabilité doivent être les caractéristiques de toute personne souhaitant	devenir une personnalité politique, s'impliquer dans la vie politique d'un pays, intégrer le gouvernement d'un pays.	La vie d'une société dépend de l'efficacité avec laquelle ses membres se coordonnent les uns avec les autres, de l'efficacité avec laquelle ses membres coopèrent en vue de construire une société sûre, prospère et dans laquelle il fait bon vivre.
Jose de Echave, ANCIEN MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT DU PÉROU, DIRECTEUR DE COOPERACION, ASSOCIATION PARTENAIRE DU CCFD-TERRE SOLIDAIRE	On doit promouvoir le débat sur les scénarios de transition, des sociétés post-extractives. Face à la multiplication de la conflictualité autour de l'industrie extractive, il faut revoir les paradigmes : de la régulation et une croissance limitée de l'activité extractive.	On peut s'inspirer des décisions comme celles de l'Équateur qui a inscrit dans sa Constitution la Nature comme sujet de droit.		La société civile a un rôle à jouer dans la réhabilitation de la politique.
Gaël Giraud, CHERCHEUR EN ÉCONOMIE AU CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE (CNRS)	Il est devenu urgent de créer de la monnaie de manière intelligente : pourquoi ne pas financer un grand plan de refondation énergétique au niveau pan-européen, financé par la planche à billets de la BCE ?	Il faut tirer des leçons de l'expérience islandaise. Les trois plus grosses banques ont été nationalisées après avoir fait faillite, mais les dettes détenues par des non-résidents ne seront pas remboursées. Cela a permis de renouer avec la croissance et entrer dans	un processus de rédaction d'une nouvelle Constitution, à laquelle les citoyens ont pu participer. Cela ressemble à une nouvelle forme de démocratie. En Europe, on en est plutôt au stade de la démocratie -1 : avec l'Italie, la Grèce qui sont gouvernées par d'anciens cadres de Goldman Sachs.	Pour convertir les élites au changement, il faut prendre en compte la composition réelle des sociétés. Seulement 28 % des Français aujourd'hui sont titulaires du baccalauréat général. Ce qui veut dire qu'une grande majorité de la population n'a pas de visibilité, a du mal à se faire représenter au niveau politique.
Kamel Jendoubi, PRÉSIDENT DE L'INSTANCE SUPÉRIEURE INDÉPENDANTE DES ÉLECTIONS EN TUNISIE (ISIE), PRÉSIDENT DU RÉSEAU EURO-MÉDITERRANÉEN DES DOITS DE L'HOMME, ASSOCIATION PARTENAIRE DU CCFD-TERRE SOLIDAIRE	Il faut affronter des combats communs dans le monde arabe : l'égalité des sexes, la rupture des générations, la question des réformes constitutionnelles, mais également la question du pluralisme et de la diversité.	Dans les pays arabes post-révolutions, nous devons apprendre à vivre dans un environnement très fluctuant. Tout en engageant une réflexion profonde sur le chemin à suivre sur le moyen et long terme.	Il faut soutenir les forces citoyennes mais sans trop affaiblir l'État. Il y a nécessité de mettre au point des mécanismes qui protègent la démocratie et les droits et libertés fondamentaux indépendamment du pouvoir en place.	Les événements dans les pays arabes, quoiqu'imprévisibles, ne sont pas nés du néant. Ce terrain a été travaillé par les artistes de la région, rappeurs, peintres, acteurs, écrivains. Il importe donc de considérer ces groupes comme des acteurs qui luttent pour une société démocratique. Il faut prendre en compte que les « cyber activistes » ont forgé certaines pratiques qui ont jeté un pont entre l'individuel et le collectif, entre le local et le global.
Séverine Belina, DIRECTRICE DE L'INSTITUT DE RECHERCHE ET DÉBAT SUR LA GOUVERNANCE	On ne peut plus évacuer la question de la gestion de la diversité qui est un enjeu primordial de la gouvernance, dans tous les pays. Comment inverser le paradigme de l'État-Nation, et repenser l'unité dans la diversité ?	Il faut soutenir la tendance des pays à inscrire la question de l'environnement dans les Constitutions, ce qui passe par la reconnaissance de droits collectifs dans les	Constitutions, de nouvelles conceptions du rapport à la Terre, à la nature..., mais également le développement durable.	Il faut penser la refondation de l'État en tant qu'institution mais ne pas confondre gouvernement et État.

	LA SOLIDARITÉ	L'HOMME	RELATION À LA NATURE	L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE
Pierre Rabhi, AGRICULTEUR, PENSEUR ET PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION COLIBRIS	Pour 2012, nous proposons un mouvement apolitique pour permettre aux populations de penser le changement. La société civile est devenue un vaste laboratoire, ce sont des artisans du futur.	On n'est plus dans une intelligibilité des choses puisqu'on est bloqué dans une idéologie manipulatrice de l'être humain. C'est une manière de piéger l'Homme dans le consentement absolu de la norme. Il faut élever la conscience pour éviter le superflu. Tout superflu qu'on n'achète pas, enrichi !	Dans les religions, les terres sont considérées comme sacrées, ce sont des créations divines. Pourquoi ne s'offusque-t-on pas de l'avoir profanée ? Les gens du Sahel ne vivent pas avec un dollar par jour mais de ce que la Nature leur donne. (...) Alors cultiver son jardin est un acte politique. Il faut résister par la gratuité.	Si on reste dans cette logique de production, l'économie est telle mais si on rentre dans l'économie de la vie, il faut prendre en compte les actes gratuits. Ces actes gratuits sont politiques, comme celui de cultiver son jardin. L'économie ne doit pas être restreinte au fait financier, qui puisse réhabiliter les actes gratuits.
Candido Grybowski, SOCIOLOGUE, DIRECTEUR DE L'INSTITUT BRÉSILIEN D'ANALYSES SOCIALES ET ÉCONOMIQUES (IBASE)	Il faut remettre au centre l'idée du bien commun. Il faut revenir sur ce qui a été privatisé, la connaissance, les biens communs, le climat...		Il faut mettre en question notre vision, très europécen- trique, que les êtres humains ne font pas parties de la Nature, mais qu'ils sont les rois de la Nature qui auraient la possibilité de l'exploiter et de la détruire. L'eau ne peut pas être privatisée, car c'est un cycle de la nature.	
Christina Samy, FONDATRICE DE L'ASSOCIATION OF RURAL EDUCATION AND DEVELOPMENT SERVICE (AREDS), ASSOCIATION INDIENNE PARTENAIRE DU CCFD-TERRE SOLIDAIRE	Il faut prendre en compte que les pauvres, les marginalisés vivent de la solidarité. Il y a une interdépendance entre eux, une conscience de lutter pour des droits et un partage de tout.	L'empathie naturelle des hommes est en train de s'éroder au profit de la consommation et du profit. (..) C'est notre responsabilité - les « privilégiés - de remettre l'humain et plus particulièrement les marginalisés au centre de nos préoccupations.		L'exclusion est installée économique- ment et politiquement. L'identité des marginalisés est compliquée à saisir. Les valeurs promues par l'impérialisme économique global sont reflétées dans la standardisation des cultures autour du monde. Il faut alors remettre l'humain au centre.
Ghaleb Bencheikh, PRÉSIDENT DE LA CONFÉRENCE MONDIALE DES RELIGIONS POUR LA PAIX	Il ne faut pas réduire la solida- rité à la compassion. C'est d'une pensée subversive dont nous avons besoin. Il faut se déplacer vers d'autres horizons cognitifs, de sens, de valeurs. Il y a des failles qu'il faut colmater, sans être dans le tout est urgent, en amont de toute action salvatrice.	La crise polymorphe et totale actuelle peut être un lieu de salut, par l'épreuve, pour avoir la volonté de vaincre, l'essentiel étant de se mettre à hauteur d'homme avec un regard sérieux mais attendrissant pour son semblable. Il faut se voir soit même comme un autre pour l'autre.		L'homme est broyé par cette méca- nique « économiste » du monde de l'entreprise, il est temps de la prise de conscience. Lorsqu'on investit dans des machines, on met cela dans la colonne des investissements. Lorsqu'on recrute, l'homme est dans la colonne des charges. Il est réduit en deçà de ce qui est perçu comme un investissement.
Elena Lasida, ÉCONOMISTE, PROFESSEUR À L'INSTITUT CATHOLIQUE DE PARIS	La solidarité ce n'est pas de l'aide, du transfert, c'est un projet de société, une manière de penser la société et de penser le vivre ensemble. Ce n'est pas une stratégie palliative.	C'est donc un homme capable de faire une promesse, capable d'alliance et créateur d'avenir.		L'Économie sociale et solidaire (ESS) permet de dire quelque chose de nou- veau par rapport à la solidarité. On la pense généralement en termes de redis- tribution des riches vers les pauvres, mais l'ESS voit ça tout autrement, sous forme de réciprocité. (...) La richesse ne se pense plus en termes monétaires.

EXTRAITS DES TEXTES INTRODUCTIFS

Afin de nourrir la préparation du colloque international, pour chacun des thèmes, un responsable du CCFD-Terre Solidaire a produit un texte de réflexion et de propositions d'alternatives concrètes. Ces textes ont servi d'intrants pour l'appel à contribution de chercheurs sur les thèmes du colloque et auprès des intervenants des tables rondes.

Une utopie réaliste

Xavier Ricard, DIRECTEUR DU PARTENARIAT INTERNATIONAL AU CCFD-TERRA SOLIDAIRE

« À l'occasion de son cinquantième anniversaire, le CCFD-Terre Solidaire veut faire signe vers ce foisonnement d'entreprises, individuelles ou collectives, qui portent en germe l'humanité nouvelle, en laquelle il entend placer son espérance ».

« Sortir de l'impasse dans laquelle nous sommes engagés exige tout d'abord de redonner à la notion de finitude ses droits. Une telle économie doit nécessairement reposer sur un autre moteur que le profit et l'accroissement du capital : la pérennité et la justice doivent être au cœur de la pratique économique ».

« Concevoir et mettre en œuvre une économie de la finitude n'est pas un maigre défi. Il s'agit d'inventer une nouvelle façon de produire et d'échanger, compatible avec une quantité fixée de matière et d'énergie par habitant ».

« Si donc l'économie sociale et solidaire a vocation à devenir majoritaire, et non plus marginale ; si elle doit inspirer une refonte globale du système capitaliste, en autorisant des formes de contrôle citoyen de l'activité économique et en l'inscrivant dans un projet social, c'est à condition de se constituer en

doctrine économique globale, et non plus limitée à la problématique du gouvernement de l'entreprise et de la répartition du profit ».

« Les entreprises ont un rôle décisif à jouer dans une telle transition : en reconsidérant leur objet, en renouant avec une forme de contrat social qui lie leur destin à celui de la collectivité, les entreprises peuvent prendre part à la transition économique. Il ne s'agit pas ici de s'opposer à l'entreprise en tant que telle, mais à la raison économique contemporaine, dont les entreprises (nationales voire internationales), et leurs salariés, peuvent être, tantôt les agents, tantôt les victimes ».

« Par nécessité, la gouvernance doit être globale, inclusive et représentative. Chacun doit donc y prendre ses responsabilités, et les lieux de gouvernance, au cœur même de nos territoires, sont des leviers à saisir pour inventer et exiger ensemble une gouvernance globale, nouvelle et source de vie ».

Droits humains et territoires, les piliers d'une nouvelle gouvernance mondiale

Catherine Gaudard, DIRECTRICE DU PLAIDOYER AU CCFD-TERRA SOLIDAIRE

« L'enjeu est de travailler à la réforme des espaces de gouvernance mondiale et des institutions internationales – restructurer le cadre multilatéral des Nations unies, accroître l'influence des pays du Sud dans les instances décisionnelles mondiales, etc., sans négliger la promotion de la citoyenneté – configurer une société civile forte et engagée à l'échelle de la planète, capable d'occuper les espaces de gouvernance et de proposer des nouvelles initiatives et des projets alternatifs ».

« Pour être plus efficaces, il faut que les Nations unies disposent de moyens de sanction et de contrainte lorsque les États ne respectent pas leurs engagements. La société civile demande en particulier, qu'au sein du Conseil économique et social des Nations unies

(ECOSOC) soit désigné un Comité exécutif géographiquement représentatif prenant en compte les particularités de chaque région du monde ».

« Les organisations de la société civile elles-mêmes ont défendu depuis des décennies, des alternatives au sein d'intégrations régionales plus protectrices, et sont parvenues aujourd'hui à des propositions assez élaborées. Ainsi, Latindadd travaille une politique monétaire alternative pour l'Amérique latine, tandis que le ROPPA (coordination régionale des organisations paysannes d'Afrique de l'Ouest et du Centre) élabore une politique agricole et commerciale pour cette région, articule également une proposition de politique agricole avec les mouvements paysans et les ONG d'Afrique australe, pour une approche s'appuyant sur les potentialités de tout le continent africain... »

« Malgré tous les obstacles, les sociétés civiles savent de mieux en mieux aujourd'hui combiner dénonciation, interpellation et proposition, allant jusqu'au développement d'une expertise très pointue pour porter des recommandations très précises. Elles savent aussi mobiliser largement les populations afin de leur permettre d'exprimer leurs attentes, leurs revendications ».

Qu'est-ce que l'homme, que tu en prennes souci

Guy Aurenche, PRÉSIDENT DU CCFD-TERRA SOLIDAIRE

« Il convient d'entendre cette légitime impatience créée par ceux qui souffrent de l'exploitation et du mal-développement. Cependant l'urgence épuisera ses partisans, si elle n'est pas référée à des données permanentes ou au moins, à un débat sur le sens. On constate un certain essoufflement du militantisme. Le peu d'appétit pour les questions de sens, rejaillit aussi à travers les aspects contradictoires, voire totalement désordonnés, de certains discours des autorités officielles qui gouvernent le monde ».

« L'homme solitaire, contraint à la solidarité (autre image de l'interdépendance) est placé devant un défi : soit dévorer l'autre (et c'est ce que nous faisons généralement) *soit prendre le risque de le rencontrer, voire de l'aimer, en tous cas, au moins de le respecter, en s'engageant dans un processus partenarial coresponsable de son propre épanouissement* ».

« *Les questions relatives à l'assistance, la coopération, le partenariat, l'alliance ne sont pas théoriques. De la manière dont nous y répondrons, dépend l'authenticité de la démarche de solidarité* ».

« C'est donc en retenant cette aspiration fondamentale à la dignité et ce désir de permettre à chacun d'avoir accès aux droits énumérés, que *tout artisan du développement pourra s'approprier la dynamique des droits de l'homme et en faire non seulement un moteur pour son action mais encore un ressort qui lui donne du sens* ».

« La tâche de développement devient une tâche complexe et évolutive qui consiste à réunir les conditions politiques, économiques, culturelles, financières, sociales qui permettront à chaque individu d'accéder à l'exercice effectif de ses droits. Dans l'esprit de la Déclaration universelle des droits de l'homme, il s'agit bien des droits absolument fondamentaux, indispensables à la survie de l'humanité. L'homme contemporain est menacé dans sa survie au début de ce XXI^e siècle, dans sa survie physique sa santé, ou à cause du nonaccès de chaque homme aux ressources dont dispose la terre pour permettre son développement ».

« *La Dynamique des droits humains peut aider à ouvrir le débat sur l'homme sujet et objet des démarches de développement. C'est le seul outil permettant actuellement une discussion à une échelle vraiment universelle* ».

LES CHERCHEURS

A partir des textes introductifs, le CCFD-Terre Solidaire a lancé un appel à contribution international. Nous avons sélectionné les contributions les plus intéressantes, selon nous, et les avons portées sur le site web du CCFD-Terre Solidaire. Voici les chercheurs qui ont été retenus et qui étaient présents lors du colloque.

Benjamin Chapas

ENSEIGNANT-CHERCHEUR À L'UNIVERSITÉ CATHOLIQUE DE LYON, CHERCHEUR ASSOCIÉ À L'INSTITUT FRANÇAIS DE GOUVERNANCE DES ENTREPRISES

Contribution : « Redécouvrir le solidarisme : un enjeu de taille pour l'économie sociale et solidaire »

Discutant sur la table ronde 3 « Contribuons à l'épanouissement de l'humanité, de la personne »

Oriana Suarez

ÉCONOMISTE ET COORDINATRICE DU RÉSEAU LATINO-AMÉRICAIN LATINDDAD, PÉROU

Contribution : « Intégration financière régionale en Amérique latine »

Discutante sur la table ronde 1 « Vers une économie au profit des hommes »

Humberto Ortiz Roca

CHERCHEUR, COMMISSION ÉPISCOPALE DE L'ACTION SOCIALE (CEAS), PÉROU

Contribution : « L'économie solidaire en Amérique latine et Caraïbes et son paradigme. »

Belaid Abrika

ENSEIGNANT-CHERCHEUR À L'UNIVERSITÉ DE TIZI-OUZOU, ALGÉRIE

Contribution : « La gouvernance locale traditionnelle solidaire — Cadre conceptuel d'une nouvelle gouvernance territoriale : le cas de la wilaya de Tizi-Ouzou dans la région de Kabylie en Algérie »

Jairo Estrada Alvarez

ÉCONOMISTE, DIRECTEUR DE L'INSTITUT LATINO-AMÉRICAIN POUR LES DROITS HUMAINS (ILSA), COLOMBIE

Contribution : « Tendances de la production sociale de l'espace en Amérique latine et dilemmes de la (re)configuration du territoire : entre mercantilisation extrême et transformation du mode de vie »

Ursula Roldan Andrade

DOCTORANTE EN GÉOGRAPHIE ET SPÉCIALISTE EN DÉVELOPPEMENT RURAL, GUATEMALA

Contribution : « Les stratégies paysannes et la durabilité au Guatemala »

Adelaide de Lastic

DOCTORANTE À L'ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES EN SCIENCES SOCIALES (EHESS)

Contribution : « Une approche philosophique du sens des valeurs. Se transformer soi-même pour transformer le monde ? »

Madeleine Hersent

DIRECTRICE DE L'AGENCE POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'ÉCONOMIE LOCALE (ADEL)

Contribution : « Initiatives solidaires de femmes : une contribution essentielle à une autre économie »

BIBLIOGRAPHIE

Textes d'intrants au colloque international « Gouvernance et responsabilité : propositions pour un développement humain et solidaire » au musée du quai Branly les 8 et 9 décembre 2012

- *Une utopie réaliste* de Xavier Ricard
- *Droits humains et territoires, Les piliers d'une nouvelle gouvernance mondiale* de Catherine Gaudard
- *Qu'est-ce que l'homme, que tu en prennes souci* de Guy Aurenche

Textes disponibles sur le site du CCFD-Terre Solidaire :
www.ccfid-terresolidaire.org

Jean-Louis LAVILLE

- *Politique de l'association, Économie humaine, Seuil*, 2010
- *L'économie sociale et solidaire aux prises avec la gestion*, Desclée de Brouwer, 2009

Dictionnaire de l'autre économie, Folio actuel, 2006

Emmanuel FABER

- *Chemins de traverse, vivre l'économie autrement*, Albin Michel, 2011

Gaël GIRAUD

- *20 propositions pour réformer le capitalisme*, Flammarion, 2009

Elena LASIDA

- *Le goût de l'autre : la crise, une chance pour réinventer le lien*, Albin Michel, 2011

Pierre RABHI

- *Éloge du génie créateur de la société civile*, collection Domaine du possible, Actes Sud, 2011
- *Manifeste pour la terre et l'humanisme*, collection Babel, Actes Sud, 2011

Guy AURENCHÉ

- *Le souffle d'une vie*, Albin Michel, 2011

ILS NOUS ONT SOUTENUS POUR CE COLLOQUE



La Fondation Crédit Coopératif et le CCFD-Terre Solidaire sont pionniers de la Finance Solidaire depuis la création, il y a près de 30 ans, du premier fonds commun de placement de partage en Europe « Faim et développement », qui est à l'origine de la Finance Solidaire. Il était naturel que la Fondation Crédit Coopératif soutienne le colloque international organisé à l'occasion des 50 ans du CCFD. Fondation de l'économie sociale et solidaire, la Fondation Crédit Coopératif est attentive à accompagner des solutions concrètes en faveur d'un développement humain.



L'Institut de Recherche et débat sur la Gouvernance, créé à l'initiative de la Fondation Charles Léopold Mayer en 2006, est un espace international de réflexion et de proposition sur la gouvernance publique basé à Paris avec un pôle à Bogota.

L'Institut de Recherche et débat sur la Gouvernance travaille en réseau avec des partenaires à travers le monde, dans une perspective interculturelle, interdisciplinaire, inter-acteurs et inter-échelles. L'Institut de Recherche et débat sur la gouvernance alimente le débat sur la gouvernance, ouvre de nouveaux axes de recherches et d'expertise et aide à l'élaboration de politiques publiques. Il propose des formations, des publications et organise des espaces de dialogues internationaux.



Partout, les hommes et les femmes font face aux profonds bouleversements d'un monde en mutation. Et aujourd'hui plus qu'hier, chacun s'interroge sur l'avenir d'une économie reposant sur une hyperfinanciarisation qui agit au détriment de ceux qu'elle devrait tout simplement servir. **La Fondation du Groupe Chèque Déjeuner**, fidèle aux valeurs humanistes de partage, solidarité, liberté et d'égalité et aux pratiques et valeurs de l'Économie Sociale, s'engage dans le soutien aux porteurs de projets qui œuvrent dans le champ de la création d'emplois durables et pour l'innovation sociale.



Situé en bord de Seine au pied de la tour Eiffel, le **musée du quai Branly** est un établissement culturel novateur, à la fois musée et centre de recherche et enseignement, dédié aux Arts et Civilisations d'Afrique, d'Asie, d'Océanie et des Amériques.

Véritable cité culturelle, une riche programmation d'expositions, spectacles, conférences, ateliers éducatifs et projections rythment, tout au long de l'année, la vie du musée.

Le musée du quai Branly est placé sous la double tutelle du ministère de la Culture et de la Communication et du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.



La **Mutuelle Saint-Christophe assurances**, experte du secteur de l'économie solidaire, assure la protection des personnes, des activités et des biens. Elle propose des bilans et des offres d'assurances sur-mesure. Elle

répond aux problématiques liées aux responsabilités des dirigeants au sein des associations, comme elle protège les salariés et bénévoles exerçant dans ces structures. Elle propose une gamme complète de solutions d'assurances personnalisées et délivre des services et conseils adaptés pour accompagner ses sociétaires dans la durée.



Le journal **Le Monde** c'est d'abord un quotidien qui, depuis décembre 1944, constitue une référence dans la presse francophone. Disponible dans plus de 120 pays, il est diffusé à plus de 400 000 exemplaires et lu par près de 2 millions de lecteurs, en moyenne, chaque jour en France.

Le Monde c'est aussi une entreprise de presse qui édite de multiples publications partageant le même souci de l'indépendance et de la qualité.



Chaîne au concept unique en son genre, **France Culture** a été conçue en 1963 comme l'espace de tous les savoirs. Les Matins de France Culture, animés par Marc Voinchet, permettent d'entamer chaque journée sous le signe de la connaissance. Sciences, philosophie, littérature, géo-

politique ou encore sciences sociales sont au programme de cette chaîne qui ne ressemble à aucune autre et connaît une croissance régulière du nombre de ses auditeurs – 850 000 auditeurs quotidiens début 2009...

LE CCFD-TERRE SOLIDAIRE ET SES PARTENAIRES DU SUD SONT ENGAGÉS POUR UN DÉVELOPPEMENT HUMAIN ET SOLIDAIRE

SUR L'ÉCONOMIE

En Asie

La **School for Well Being (le Bonheur National Brut (BNB))** est une plateforme indépendante basée en Thaïlande facilitant des recherches interdisciplinaires autour des notions de richesse et plus globalement, de modèle économique. Elle étudie notamment l'importance du bien-être, du bonheur, de la qualité de vie et tente, à travers ses travaux, d'influencer les politiques publiques et de développement. D'inspiration bouddhiste et largement influencée par les expériences menées au Bhoutan sur l'indicateur "bonheur national brut" (BNB), la School for Well Being vise à promouvoir un bonheur authentique, cultivé par une compréhension profonde et saine de la réalité et des systèmes ainsi que la compassion entre les êtres humains et avec la Nature.

Parmi les diverses déclinaisons des scénarii de la "société du bien-être" sur lesquels elle travaille, on peut citer le rapport à la propriété, le rôle des nouvelles communications et le rôle de l'agriculture biologique comme lien possible entre les consommateurs et les producteurs et comme moyen d'améliorer la situation économique, environnementale et la santé. C'est sur ce dernier axe en particulier, que le CCFD-Terre

Solidaire collabore avec la School for Well Being en développant notamment des échanges d'expérience entre partenaires déjà impliqués dans la région du Mekong sur les questions d'agriculture organique et de commercialisation locale des produits.

En participant aux travaux de ces chercheurs, le CCFD-Terre Solidaire contribue à l'élaboration de modèles alternatifs propres aux sociétés asiatiques mais aussi riches d'enseignements pour les pays du Nord confrontés aujourd'hui aux limites de leur système économique.

En Afrique

Depuis 2002, le CCFD-Terre Solidaire et la Sidi (Solidarité internationale pour le développement et l'investissement) ont accompagné des partenaires de l'Afrique des Grands Lacs (Nord et Sud Kivu République Démocratique du Congo, Rwanda et Burundi) dans la **promotion des mutuelles de solidarité (MUSO)**.

Dans cette région des Grands Lacs, qui connaît depuis une quinzaine d'années des conflits armés nationaux aux dimensions transfrontalières, la création de caisses d'épargne-crédit autogérées revêt des enjeux multiples. Promouvoir la culture de l'épargne et permettre l'accès à de petits crédits a considérablement amélioré les conditions de vie des membres des MUSO. En témoigne le nombre de personnes qui ont rejoint cette dynamique : la LIDE, partenaire du CCFD-Terre Solidaire et de la SIDI dans la province du Nord-Kivu en République Démocratique du Congo, accompagne 1 110 MUSOS, constituées de 29 800 personnes, dont plus de la moitié est des femmes. La mutuelle de solidarité est un outil de financement de proximité conçue par et pour les paysans, les artisans et les petites commerçantes du secteur informel. Elle s'inspire de la tontine tout en introduisant des règles comptables simples. Mais, plus que la tontine, elle est un outil d'autonomie, de solidarité et de capitalisation pour les membres d'une communauté. La mutuelle de solidarité s'articule autour de trois caisses de couleurs différentes : la caisse verte pour le crédit, la caisse rouge pour l'assurance et la caisse bleue pour le refinancement. Achat d'une

chèvre ou d'une vache et petits commerces de produits agricoles transformés (farine) sont les principales activités génératrices de revenus initiées par les membres des MUSO. Ces derniers rencontrent ainsi moins de difficultés pour scolariser leurs enfants et pour faire face aux dépenses de santé.

Au-delà de l'amélioration des revenus monétaires, les MUSO ont permis de retisser le lien social, durement mis à l'épreuve par des années de conflits armés d'une violence extrême. Les liens de solidarité entre membres des MUSO font de ce réseau un véritable capital social. Réunies en groupement de MUSO, elles constituent un cadre propice à l'impulsion d'un véritable développement par le bas. C'est ainsi que sont mises en place des initiatives qui dynamisent l'économie rurale locale : petites centrales de production d'électricité, appui à l'entrepreneuriat des jeunes, etc.

SUR LA GOUVERNANCE

En Méditerranée, en Europe, et dans les réseaux de migrants

Youth Initiative for Human Rights (Initiative de jeunes pour les droits de l'homme)

Les conflits inter-ethniques continuent d'être une réalité dans la vie des Balkans d'aujourd'hui et sont autant d'échos aux violences et au désastre des années 90. Ces conflits prennent un tour particulièrement grave en Bosnie-Herzégovine puisqu'ils se traduisent par des mécanismes de ségrégation. Les ségrégations sont omniprésentes dans la société bosnienne où les jeunes construisent leurs vies et constituent des obstacles à la construction d'une société unifiée qui peut espérer rejoindre un jour l'Union européenne.

Avec le soutien du CCFD-Terre Solidaire, l'association Youth Initiative for Human Rights agit auprès de municipalités isolées et oubliées des deux entités qui constituent la Bosnie-Herzégovine depuis la fin de la

guerre (la Fédération croato-musulmane et la Republika srpska), où elle organise des visites et échanges entre des jeunes afin de promouvoir la coexistence possible et nécessaire, et de lutter contre les idées nationalistes. Elle agit également auprès des autorités pour que cesse le phénomène de ségrégation dans les écoles (« Deux écoles sous le même toit »).

LA PERSONNE ET SA RESPONSABILITÉ

En Amérique latine

Le centre de Promotion Social **CEPECS (Centre de promotion économique et social)** a été créé en 1979 avec pour objet la promotion d'un changement éducatif et pédagogique, l'éducation aux droits humains et le travail avec les jeunes Colombiens. Le CEPECS travaille pour revendiquer et faire reconnaître par la classe politique le droit fondamental des jeunes à l'éducation et agit auprès de la communauté éducative (de 4 collèges des quartiers populaires de Bogota) pour la sensibiliser à la problématique de la discrimination de genre, des droits humains des jeunes, de justice et d'équité face aux multiples abus, mauvais traitements et violences dont les jeunes sont les victimes.

En 2011, le CEPECS travaille à Bogota et Ciudad Bolivar dans des quartiers violents (guérilla, présence militaire, escadrons de la mort, trafic de drogue, délinquance, violences familiales). CEPECS travaille avec des groupes de jeunes volontaires à l'école primaire ou secondaire et avec les équipes pédagogiques des établissements concernés afin de renforcer la formation des jeunes et du corps enseignant en matière d'égalité de genre, de droit à l'éducation, à la santé sexuelle et reproductive basée sur les droits humains des enfants, et notamment le droit fondamental à l'éducation. CEPECS forme les équipes pédagogiques (droit à l'éducation, équité de genre, élaboration de projets) et mobilise les institutions éducatives pour qu'elles développent des actions collectives de sensibilisation, formation et défense du droit à l'éducation, avec une perspective de droits humains.

En Méditerranée, en Europe, et dans les réseaux de migrants

Association Mes-Tissages

En France aussi, le CCFD-Terre Solidaire soutient des actions dans le cadre de son Programme Migrants. Ainsi, il appuie une initiative née dans les Hauts-de-Seine, où des chrétiens et des musulmans se sont engagés dans une aventure interreligieuse. Le souci de la rencontre les a conduits à créer une association, Mes-Tissages, dans une cité à forte majorité immigrée, à Villeneuve-la-Garenne.

Pour faciliter la rencontre, notamment avec un monde féminin issu de l'immigration, un chantier d'insertion de structure atypique a été mis en place pour assurer la formation de femmes d'origine marocaine dans le domaine du tissage, leur permettant de retrouver les techniques berbères. Cette expérience a démontré la nécessité de prendre en compte les savoir-faire des cultures dont sont porteuses les populations immigrées comme facteur d'insertion et sources d'enrichissement pour le pays d'accueil.

Une « Maison islamo-chrétienne » a également été créée, qui constitue un lieu de dialogue interculturel, un espace de convivialité et d'échange islamo-chrétien autour de pratiques artistiques issues des populations d'origine immigrée.

Bien d'autres partenaires sur
www.ccf-d-terresolidaire.org

LE CCFD- TERRE SOLIDAIRE EST AUJOURD'HUI LA PREMIÈRE ONG DE DÉVELOPPEMENT DE FRANCE. NOTRE MISSION : LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Pour faire vivre nos convictions, nous mettons en œuvre trois leviers d'action :

Le soutien à des projets de développement dans les pays du Sud et d'Europe de l'Est

en partenariat avec des organisations de la société civile de ces pays.

Nos partenaires sont des ONG locales, des organisations paysannes, des mouvements de femmes et de jeunes, des fédérations : des plus modestes travaillant dans des contextes de misère, de faim ou de conflit, jusqu'à ceux qui œuvrent à une échelle nationale, voire internationale. Notre engagement peut prendre plusieurs formes : soutien financier, renforcement des structures des organisations, mise en réseau avec d'autres partenaires, plaidoyer et campagnes d'opinion... Le CCFD-Terre Solidaire veille

au respect de la souveraineté du partenaire, favorisant le dialogue et le partage de réflexions en termes de stratégie et d'orientation.

Plus qu'une méthode, le partenariat est une philosophie, une finalité. La solidarité internationale se construit par la relation partenariale de sociétés civiles à sociétés civiles. En 2010, 427 projets dans 60 pays, sur des questions agricoles, d'eau, d'éducation, de micro-crédits, de promotion des droits humains.

L'éducation au développement, c'est-à-dire la sensibilisation de nos concitoyens aux grandes problématiques du développement.

À travers des campagnes d'opinion comme la plus récente, « Aidons l'argent à quitter les paradis fiscaux », qui a permis que 470 000 personnes se mobilisent contre l'évasion fiscale des pays du Sud vers les paradis fiscaux. À travers l'action d'un réseau de 15 000 bénévoles/militants qui organisent des animations auprès d'enfants, de jeunes et d'adultes. En effet, le CCFD-Terre Solidaire n'est pas une ONG-bureau d'études, mais un acteur de la société civile française, fort d'une large base sociale.

Le plaidoyer, c'est-à-dire l'influence sur les décideurs publics ou privés dans le sens de la construction d'une Humanité plus équitable et solidaire. Le CCFD-Terre Solidaire met en place des actions visant à influencer les décisions des responsables politiques et/ou économiques quand elles ont un rapport direct ou indirect avec les problématiques de développement au Sud et à l'Est. Il associe dans sa démarche le travail auprès des décideurs d'une part et la mobilisation citoyenne et l'interpellation de l'opinion d'autre part. Dernièrement, le CCFD-Terre Solidaire a travaillé à influencer les pays du G20 pour faire avancer la lutte contre les paradis fiscaux et la régulation de la finance, la France en premier qui en assurait la présidence.



L'intégralité des tables
rondes est disponible en
vidéo sur le site internet du
CCFD-Terre Solidaire :
www.ccfid-terresolidaire.org


ccfid-terre solidaire
CCFD-TERRESOLIDAIRE.ORG

